

**Hans-Jürgen Urban, Administrateur exécutif au comité directeur d'IG-Metall**

***Nous voulons la démocratie et la solidarité, pas l'austérité et la troïka!  
Pour un tournant radical en Europe***

*Discours à la manifestation de la Confédération allemande des Syndicats (DGB) dans le cadre des mouvements contestataires Blockupy du 18 mars 2015 à Francfort (Allemagne)*

*(Il s'agit du manuscrit: La manifestation des syndicats a été détournée et en partie arrêtée par la police, en conséquence le rassemblement prévu après la manifestation n'a pas pu avoir lieu, et Hans-Peter Urban n'a pas pu prendre la parole.)*

**« Pourquoi nous sommes ici aujourd'hui »**

Chers amis, amies et collègues

Il est grand temps !

Grand temps de prendre en Europe un tournant radical.

De tourner le dos à la politique d'austérité néolibérale et aux diktats agressifs de la troïka.

C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, devant la Banque centrale européenne.

Une institution financière qui emménage en grande pompe dans un bâtiment fastueux.

La BCE joue un rôle important dans cette coalition anti-européenne qu'on appelle « la troïka » ou encore « les institutions. »

Cette coalition n'a aucune légitimité !

La troïka est une alliance qui ne conforte pas l'Europe, mais la détruit.

La BCE est donc au service d'une politique que nous refusons, car elle enserme les États et les êtres humains dans un étau qui les écrase.

Et parce qu'elle protège les banques et l'économie de casino et parallèlement s'en prend aux États-providence européens!

Et voilà pourquoi je dis:

Nous n'avons pas besoin que nos agresseurs néolibéraux, sûrs d'avoir raison, s'autocélèbrent!

Nous avons besoin d'un changement politique radical en Europe.

Et pour l'obtenir, nous manifesterons et résisterons pacifiquement, mais résolument !

Voilà pourquoi nous sommes ici aujourd'hui!

**« Les Grecs nous sont bien peu reconnaissants... ! »**

Chers amis, amies et collègues

Si vous voulez savoir quels sont les résultats de l'austérité néolibérale, regardez la Grèce.

La presse Springer, mais d'autres aussi malheureusement se lamentent: « Malgré toute l'aide que nous lui avons apportée, la Grèce ne se montre ni reconnaissante envers nous, ni raisonnable. »

Qu'est-ce que ce blabla ? De quoi les Grecs devraient-ils nous être reconnaissants ? Les Grecs n'ont pas reçu un centime de « notre argent » !

L'argent n'est pas allé aux gens, mais aux créanciers de l'État grec, les banques françaises et allemandes ! Elles ont été aidées à coups de milliards, et l'État social a été spolié de ces milliards.

« On voudrait bien être des banques ! » Voilà ce que pourraient s'être dit bien des retraités, des malades ou des chômeurs, en Grèce et ailleurs.

On sauve les profits, on laisse tomber les êtres humains. Quelle absurdité, quel cynisme !

## **Les résultats de l'austérité qu'on nous impose**

Oui, chers amis et amies,

L'austérité imposée à la Grèce l'a fait basculer dans l'état d'urgence: l'économie s'est contractée d'un quart, les baisses du salaire des fonctionnaires peuvent atteindre 50%, celles des retraites 45% et le système de santé est au bord de l'effondrement. Le taux de suicide et la mortalité infantile ont augmenté de façon significative.

L'interaction funeste de la crise économique et du démantèlement des services sociaux a entraîné une catastrophe sociale et humanitaire.

Mes chers collègues, amies et amis,

Beaucoup d'entre vous sont des syndiqués. Nous nous sentons tenus de lutter pour un État démocratique et social et la solidarité internationale. Mais avouons-le: à quoi serviraient nos engagements verbaux si nous nous contentions de regarder assassiner sous nos yeux l'économie et la protection sociale d'un pays entier? Non, c'est l'attitude inverse qui nous convient, à nous, syndiqués: faire entendre nos voix, organiser des actions pour protester, nous montrer solidaires dans la pratique!

Voilà aussi pourquoi nous sommes ici aujourd'hui!

## **Des appels syndicaux à la solidarité !**

Chers amis, amies et collègues,

Puisque nous en sommes là, je suis extrêmement heureux que les syndicats appellent à la solidarité avec la Grèce. Que la Confédération européenne des syndicats et les dirigeants des syndicats adhérents au DGB appellent à la solidarité.

Le dernier appel lancé dit qu'«... il faut négocier sérieusement avec le gouvernement grec sans chercher à faire du chantage, afin de dépasser les politiques d'austérité et d'ouvrir au pays des perspectives sociales et économiques. (...) L'Europe ne doit pas s'obstiner dans la poursuite d'une politique aux dépens des peuples, une politique qui a été rejetée sans équivoque par la majorité des électeurs et électrices. Dire « ça ne fait rien, on continue ! » n'est pas une option ! «

Cela s'appelle «se montrer solidaire en paroles» - et je dis: «C'est bien!» Mais je suis optimiste et j'ajoute: « Ce serait mieux d'aller plus loin! »

Il reste encore beaucoup de place pour un soutien concret, cela ne peut pas faire de mal d'en rajouter un peu!

Mon avis: il est grand temps de lancer une journée d'action européenne de contestation et de solidarité avec la Grèce!

## **De pitoyables triomphes**

Chers amis, amies et collègues,

Les Grecs ont toutes les raisons du monde de se défendre contre le pillage de leur collectivité nationale.

Et il est pitoyable de voir les États européens, Wolfgang Schäuble en tête, leur prêcher la discipline.

De les voir se délecter de leur pouvoir et de leur supériorité économique.

Un triomphe médiocre, qui fait honte non pas au peuple grec, mais aux représentants d'une UE autoritariste.

Cela ne fait aucun doute: nombre des problèmes de la Grèce proviennent du pays lui-même! Ils sont la conséquence d'un système où les élites se sont partagé la richesse et le pouvoir politique. Pendant des décennies.

Je pose une question: pourquoi les ouvriers des chantiers navals, le personnel hôtelier, les malades, les retraités, les chômeurs devraient-ils en payer le prix ?

Et surtout: pourquoi n'aide-t-on pas le gouvernement actuel à rompre avec ce passé? Pourquoi lui mettre des bâtons dans les roues autant que faire se peut?

Celui qui se plaint du passé de la Grèce, qu'il l'aide à repartir sur de nouvelles bases! Tout le reste est hypocrisie. Et nous ne voulons plus l'entendre, nous ne l'écouterons plus!

## **La BCE est elle aussi responsable pour la Grèce**

Chers amis, amies et collègues,

Il est pourtant évident que la Grèce doit servir d'exemple.

Celui qui ose s'évader de la prison de l'austérité sera mis au pas. C'est une sommation en direction des mouvements progressistes dans les autres pays, en Espagne par exemple.

Et cela suffit à nous lancer un défi. Le changement de gouvernement et de politique en Grèce n'est pas une catastrophe, mais une chance historique. La Grèce et les autres États « endettés » ne sont pas les seuls à souffrir du régime austéritaire, toute l'Union européenne en pâtit.

Et voilà pourquoi soutenir les Grecs n'est pas faire la charité (politique), mais une solidarité dans notre légitime intérêt personnel.

Oui, c'est l'avenir de la démocratie européenne qui est en jeu.

Nous adressons aux gouvernements des États de la zone euro, à la Commission européenne et à la BCE les demandes suivantes:

1. Respectez le vote du peuple grec! Et que les institutions européennes ainsi que Merkel, Schäuble et Cie fassent de même !
2. Les accords entre la Grèce et la troïka bâillonnent toute possibilité de réformes réelles et étranglent le nouveau gouvernement. Il faut donc les renégocier! La Grèce a besoin de temps et de ressources pour se reconstruire.
3. Autre chose: le rôle de la BCE n'est justement pas de continuer à être la complice des marchés financiers, mais d'être au service des gouvernements démocratiquement élus. Elle doit accepter aussi bien les obligations grecques que celles qu'émettent les autres États de l'eurozone.

Il faut en finir avec le chantage de la finance.

### **« En avaient-ils le droit » ?**

Chers amis, amies et collègues,

Oui, le peuple grec se rebelle. Et il s'est permis d'élire un gouvernement qui convient non aux banques, à Angela Merkel et Wolfgang Schäuble, mais aux citoyens grecs.

Et maintenant l'Europe se demande, presque sidérée : « En avaient-ils le droit » ?

Une réponse s'impose: Pas seulement le droit, mais le devoir ! Dire: « Continuons comme ça » aurait été irresponsable. Le choix des Grecs, c'était de la légitime défense ! Un acte de résistance démocratique contre le népotisme économique pratiqué par les partis au pouvoir précédemment et

contre les diktats financiers de la troïka ! Aucun État, aucun gouvernement au monde ne peut être contraint de courir à la catastrophe en connaissance de cause!  
Le droit à la résistance est un droit démocratique fondamental! Et il est également légitime en Europe et contre la puissance de la grande finance!

### **Le gouvernement grec travaille aussi pour nous!**

C'est une gigantesque tâche qui pèse sur les épaules du gouvernement de Syriza Et on peut discuter si jusqu'à présent il a fait un sans faute, se demander si toutes ses déclarations, toutes ses manœuvres étaient judicieuses. Et je ne parle pas d'une chemise qui dépasse par-dessus le pantalon.

Mais je pense qu'au lieu de distribuer des notes de comportement, nous ferions mieux, nous en Allemagne, d'essayer de le soutenir.

Le gouvernement grec travaille aussi pour nous! Pour la gauche européenne! Sa lutte contre la politique d'austérité néolibérale est d'autant plus difficile que nous n'y arrivons pas non plus ! Nous autres en Allemagne, France, Italie, des pays qui donnent le la en Europe!

Donc : Arrêtons de jouer les super-malins, organisons la solidarité! La solidarité avec ceux qui veulent une autre avenir pour l'Europe, un avenir plus solidaire et plus démocratique! En Grèce et ailleurs !

### **Pour une nouvelle campagne contre le *Bildzeitung***

Et rebellons-nous enfin contre ces médisances et ce harcèlement constants dans les médias. C'est insupportable. Et il est insupportable que personne ne proteste haut et fort.

Lorsque des canards comme le *Bildzeitung* dénigrent et distordent la vérité, la société se doit de réagir. .

Je ne suis pas passéiste, mais parfois l'histoire nous fournit de bonnes idées.

Par exemple sur la façon de se conduire face à ce type de journalisme. Je pense à la campagne du mouvement soixante-huitard contre Springer. À l'époque beaucoup de gens ont appelé à boycotter le *Bild* qui déblatèrait contre les étudiants révoltés. Intéressant, non ?

Ne pouvons-nous pas en ce cas tirer des leçons de l'histoire ? Nous le savons bien: c'est seulement quand le tiroir-caisse est vide que Springer cesse de faire la sourde oreille.

Que penseriez-vous d'une nouvelle campagne dont le slogan serait : « Pas un euro pour ceux qui dénigrent les États et les citoyens européens ! Pas un euro pour le *Bild* ! » Eh bien, qu'est-ce que vous en dites?

### **Il faut trouver des alternatives - et c'est possible !**

Chers amis, amies et collègues,

Nous sommes pro-européens, nous croyons à cette belle idée de dépasser les frontières, les préjugés, les nationalismes. Faire de l'Europe une région où l'on vit bien, où règnent la démocratie et la solidarité ! Et aussi à l'ouverture vers l'extérieur et à notre rôle dans la résolution non-armée des conflits dans le monde.

Mais dans une Europe dominée par les banques, l'austérité et le néolibéralisme, tout cela est nié chaque jour, et condamné à mort!

Voilà pourquoi nous disons: Il faut changer l'Europe, lui donner de nouveaux fondements, démocratiques et justes! Et qu'on ne nous raconte pas qu'il s'agit là de rêveries et d'utopies. Ou l'Europe changera, ou elle n'aura plus d'avenir !

Une autre Europe est possible, et on peut formuler des avancées en ce sens :

1. La BCE est une institution publique, ses tâches et sa responsabilité le sont elles aussi. Or la situation est absurde: la BCE alimente les banques avec de l'argent à bas coût (taux réduits) et celles-ci le prêtent ensuite aux États sous forme d'emprunts à taux élevé. Les banques sont gagnantes, et les États saignés - et avec eux les contribuables!  
Il faut en finir avec ce système: la BCE doit avoir le droit de financer les États sans passer par les banques: par des crédits accordés directement et à des conditions acceptables!
2. Il est indispensable de démocratiser la BCE en profondeur. Elle doit être tenue de soutenir les politiques de reconstruction des gouvernements démocratiques légitimes. Ni les hommes de la Deutsche Bank ou de Goldman Sachs, ni aucun autre agent de Wall Street n'ont leur place dans les instances de décision de la BCE; c'est celle des représentants des Parlements.
3. Ce n'est pas le démantèlement de l'État social, mais son renforcement qui doit orienter la politique. Cela vaut pour les États-nations aussi bien que pour les institutions européennes. Les syndicats européens ont proposé un programme d'investissements et de reconstruction au niveau européen. Il permettrait de financer des investissements constructifs dans des régions européennes défavorisées, dans le secteur de la santé, des services publics, des infrastructures, notamment des restructurations écologiques de l'industrie. Il renforcerait l'économie, accroîtrait les rentrées fiscales et ouvrirait une voie solidaire de consolidation du budget.
4. Et pour cela il faut prendre l'argent là où il abonde et ne sert qu'au luxe privé au lieu de servir l'intérêt général. Il est grand temps de procéder à une redistribution massive du capital et de la fortune. Par exemple en instituant une taxe sur la fortune et les héritages. Ou une taxation internationale des transactions financières. Pour la seule Allemagne elle rapporterait jusqu'à 44 milliards pour les besoins publics.

## **Des alternatives pour bâtir une autre Europe**

Chers amis, amies et collègues,

Il ne manque donc pas de possibilités alternatives; ce qui manque, c'est la volonté politique. Et elle ne viendra pas toute seule.

Nous ne faisons pas confiance à la force des arguments et au bon sens des dirigeants. Rien ne bougera si l'on ne fait pas pression!

Et cette pression doit venir de la société, il faut l'organiser dans la rue, dans les médias et les Parlements. Notre mouvement, notre lutte pour une autre Europe, une Europe meilleure, n'en est qu'à ses débuts.

J'en suis sûr: L'Europe ne sera la nôtre que si nous nous l'approprions.

Donc: En avant!

[http://www.hans-juergen-urban.de/archiv/reden/2015\\_03\\_18\\_demokratie\\_und\\_solidaritaetstatt\\_austeritaet\\_und\\_troika\\_final.pdf](http://www.hans-juergen-urban.de/archiv/reden/2015_03_18_demokratie_und_solidaritaetstatt_austeritaet_und_troika_final.pdf)

*Traduction: Michèle Mialane, coorditrad / Tlaxcala*